

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2011 — 2755

[C — 2011/00674]

**12 OCTOBRE 2011. — Arrêté royal portant le détachement de sapeurs-pompiers professionnels du personnel en service dans les centres du système d'appel unifié vers le SPF Intérieur**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, l'article 206/1, inséré par la loi du 28 avril 2010, et l'article 224, alinéa 2, remplacé par la loi du 24 juillet 2008;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 avril 2010 et le 30 mars 2011;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique du 5 avril 2011;

Vu la décision du Secrétaire d'Etat au Budget du 6 avril 2011;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 8 avril 2011 dans le cadre du contrôle administratif et budgétaire;

Vu le protocole de négociation n° 173/2 du comité commun à l'ensemble des services publics, conclu le 24 juin 2011;

Vu l'avis 50.014/2/V du Conseil d'Etat, donné le 3 août 2011, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Santé publique et sur l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend également par le terme « commune », une « intercommunale des services d'incendie ».

**Art. 2.** Les sapeurs-pompiers professionnels en service au centre du système d'appels unifié, visé à l'article 206/1 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, sont détachés à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2011 et pendant une période d'un an auprès du SPF Intérieur, conformément aux modalités du présent arrêté.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Toutes les périodes au cours desquelles le membre du personnel est dans la position d'activité de service entrent en ligne de compte pour le calcul de la durée de la période de détachement visée à l'article 2.

§ 2. Les périodes d'absence pendant la période de détachement visée à l'article 2 entraînent une prolongation de cette durée, dès lors qu'elles dépassent, en une ou plusieurs fois, trente jours ouvrables, même si le membre du personnel est dans la position d'activité de service.

Il y a lieu d'entendre par jour ouvrable, le jour ouvrable tel que défini à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 2°, de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat.

N'entrent pas en ligne de compte pour le calcul des trente jours ouvrables les absences résultant :

1° du congé annuel de vacances;

2° des jours fériés, y compris les jours de congé de remplacement;

3° des congés de circonstance y compris le congé exceptionnel visé à l'article 20 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat;

4° du congé syndical;

5° du congé pour l'exercice d'une fonction au sein d'un secrétariat, d'une cellule stratégique, de la cellule de coordination générale de la politique ou d'une cellule de politique générale d'un membre du Gouvernement fédéral.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2011 — 2755

[C — 2011/00674]

**12 OKTOBER 2011. — Koninklijk besluit tot detachering naar de FOD Binnenlandse Zaken van de beroepsbrandweerlieden in dienst bij de centra van het eenvormig oproepstelsel**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, artikel 206/1, ingevoegd bij de wet van 28 april 2010, en artikel 224, tweede lid, vervangen bij de wet van 24 juli 2008;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 april 2010 en 30 maart 2011;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken d.d. 5 april 2011;

Gelet op de beslissing van de Staatssecretaris voor Begroting d.d. 6 april 2011

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 8 april 2011 in het kader van de administratieve en budgettaire controle;

Gelet op het protocol van onderhandelingen nr. 173/2 van het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten, gesloten op 24 juni 2011;

Gelet op advies 50.014/2/V van de Raad van State, gegeven op 3 augustus 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Volksgezondheid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt met de term « gemeente » ook een « brandweeriintercommunale » verstaan.

**Art. 2.** De beroepsbrandweerlieden in dienst bij een centrum van het eenvormig oproepstelsel, bedoeld in artikel 206/1 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, worden met ingang van 1 november 2011 gedurende een periode van één jaar gedetacheerd naar de FOD Binnenlandse Zaken, overeenkomstig de modaliteiten van dit besluit.

**Art. 3.** § 1. Om de duur van de periode van detachering, bedoeld in artikel 2, te berekenen, worden alle perioden waarin het personeelslid in dienstactiviteit is, in aanmerking genomen.

§ 2. Perioden van afwezigheid gedurende de periode van detachering bedoeld in artikel 2 hebben een verlenging van deze termijn tot gevolg, vanaf het ogenblik dat ze, in één of verschillende malen, dertig werkdagen overschrijden, zelfs als het personeelslid in dienstactiviteit is.

Onder werkdag moet worden verstaan, de werkdag zoals gedefinieerd in artikel 2, § 1, 2°, van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen.

Komen voor de berekening van de dertig werkdagen niet in aanmerking, afwezigheden als gevolg van :

1° het jaarlijks vakantieverlof;

2° feestdagen, met inbegrip van vervangende verlofdagen;

3° omstandigheidsverlof inclusief het uitzonderlijk verlof bedoeld in artikel 20 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen;

4° syndicaal verlof;

5° het verlof voor de uitoefening van een functie binnen een secretariaat, een beleidscel, een cel algemene beleidscoördinatie of een cel algemeen beleid van een lid van de Federale regering.

**Art. 4.** Le détachement est confirmé par un arrêté individuel qui est signé pour prise de connaissance par le membre du personnel.

Le président comité de direction du SPF Intérieur ou son délégué est habilité à signer cet arrêté au nom de l'Etat belge.

#### CHAPITRE II. — Remboursement

**Art. 5.** Pendant la période de détachement, la commune continuera à prendre en charge le coût salarial global du membre du personnel, y compris la rémunération, les allocations, les indemnités, les primes et les avantages de toute nature, l'allocation familiale et les cotisations patronales.

Pendant la période de détachement, la commune récupérera ce coût salarial mensuellement du SPF Intérieur.

La demande de remboursement est introduite sur la base d'une déclaration de créance, accompagnée d'un état détaillé des paiements effectués pour chaque membre du personnel concerné.

#### CHAPITRE II

##### *Droits et obligations des membres du personnel détachés*

**Art. 6.** Le membre du personnel détaché reste soumis aux dispositions administratives et pécuniaires de la commune concernée.

#### CHAPITRE IV. — Hiérarchie

**Art. 7.** Pendant la période de détachement, le membre du personnel exerce sa fonction conformément aux ordres de service de la direction générale de la sécurité civile du SPF Intérieur et aux instructions et ordres de son chef fonctionnel.

Le chef fonctionnel donne ses ordres conformément aux directives du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire, et Environnement en matière d'appels destinés à l'aide médicale urgente et conformément aux directives du service public fédéral Intérieur pour les appels destinés aux services opérationnels de la sécurité civile.

**Art. 8.** Dans chaque centre du système d'appel unifié, le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Santé publique ou leurs délégués désignent conjointement le chef fonctionnel.

Le chef fonctionnel est, pour l'exercice de cette fonction, détaché vers le SPF Intérieur, sur la base d'un arrêté individuel, qu'il signe pour réception.

Pendant la période de détachement, sans préjudice des dispositions du présent arrêté, le chef fonctionnel assure la gestion administrative du personnel concerné de manière à permettre l'exécution des dispositions statutaires et pécuniaires de la commune.

Le chef fonctionnel fournit à la commune toutes les informations requises relatives à la gestion administrative quotidienne.

#### CHAPITRE V. — Formation de mise à niveau

**Art. 9.** Sauf dans les cas où conformément aux articles 10 à 13, des dispenses sont octroyées, le membre du personnel est, pendant la période de détachement, tenu de suivre 54 heures de cours dans le cadre de l'uniformisation de la formation des préposés des différents centres. Ces heures sont réparties dans des modules dont le contenu est déterminé par le SPF Intérieur et le SPF Santé publique conformément à l'annexe 1<sup>re</sup> du présent arrêté.

Les coûts des formations sont à charge du SPF Intérieur et du SPF Santé publique.

Pendant les formations, le membre du personnel est en activité de service ou en exécution de son contrat de travail.

**Art. 10.** Il est créé une Commission des dispenses de la formation des préposés 100 auprès du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions. La Commission des dispenses a son siège au SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

Elle se réunit autant de fois que nécessaire pour le traitement des dossiers.

Elle est composée comme suit

1° du directeur général de la Sécurité civile du SPF Intérieur ou de son délégué et du directeur général Soins de santé primaires et gestion de crise du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement ou de son délégué qui la président conjointement;

2° de 4 membres désignés par le Ministre de l'Intérieur parmi les responsables des centres 100 et les responsables des écoles provinciales de formation des services d'incendie;

**Art. 4.** De detachering wordt bevestigd door een individueel besluit dat door het personeelslid ter kennisname wordt ondertekend.

De voorzitter van het directiecomité van de FOD Binnenlandse Zaken of zijn gemachtigde is bevoegd verklaard dit besluit te ondertekenen in naam van de Belgische Staat.

#### HOOFDSTUK II. — Terugbetaling

**Art. 5.** De gemeente zal tijdens de periode van detachering verder instaan voor de volledige weddenkost van het personeelslid, inclusief de wedde, de toelagen, de vergoedingen, de premies en de voordelen van alle aard, de kinderbijslag en de werkgeversbijdragen.

Tijdens de periode van detachering zal de gemeente maandelijks deze weddenkost terugvorderen van de FOD Binnenlandse Zaken.

Het verzoek tot terugbetaling gebeurt op basis van een schuldverordening, vergezeld van een gedetailleerde staat van de per betrokken personeelslid uitgevoerde betalingen.

#### HOOFDSTUK III

##### *Rechten en plichten van de gedetacheerde personeelsleden*

**Art. 6.** Het gedetacheerde personeelslid blijft onderworpen aan de administratieve en geldelijke bepalingen van de betrokken gemeente.

#### HOOFDSTUK IV. — Hiërarchie

**Art. 7.** Gedurende de periode van detachering, oefent het personeelslid zijn functie uit overeenkomstig de dienstorders van de algemene directie civiele veiligheid van de FOD Binnenlandse Zaken en de instructies en orders van zijn functionele chef.

De functionele chef geeft zijn orders overeenkomstig de richtlijnen van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, inzake oproepen bestemd voor de dringende geneeskundige hulpverlening en overeenkomstig de richtlijnen van de federale overheidsdienst Binnenlandse Zaken voor de oproepen bestemd voor de operationele diensten van de civiele veiligheid.

**Art. 8.** In elk centrum van het éénvormig oproepstelsel duiden de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Volksgezondheid of hun afgevaardigden gezamenlijk de functionele chef aan.

De functionele chef wordt voor de uitoefening van deze functie gedetacheerd naar de FOD Binnenlandse Zaken, op basis van een individueel besluit, dat hij voor kennisname ondertekent.

Tijdens de detachingsperiode, en onverminderd de bepalingen van dit besluit, verzekert de functionele chef het administratief beheer van het betrokken personeel, zodanig dat de statutaire en geldelijke bepalingen van de gemeente kunnen uitgevoerd worden.

De functionele chef levert aan de gemeente alle nuttige gegevens betreffende het dagelijks administratief beheer.

#### HOOFDSTUK V. — Actualiseringsopleidingen

**Art. 9.** Behalve ingeval vrijstelling overeenkomstig de artikelen 10 tot 13 wordt toegekend, is het personeelslid tijdens de periode van de detachering gehouden om 54 uren opleiding te volgen in het kader van de uniformisering van de opleidingen van de aangestelden van de verschillende centra. Deze uren worden verdeeld in modules waarvan de inhoud wordt vastgelegd door de FOD Binnenlandse Zaken en de FOD Volksgezondheid, conform bijlage 1 van dit besluit.

De opleidingskosten zijn ten laste van de FOD Binnenlandse Zaken en de FOD Volksgezondheid.

Tijdens de opleidingen is het personeelslid in dienstactiviteit of voert het zijn arbeidsovereenkomst uit.

**Art. 10.** Er wordt een Commissie voor vrijstelling van de opleiding voor de 100-aangestelden opgericht bij de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort. De Commissie voor vrijstelling heeft haar zetel in de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu.

De Commissie vergadert zoveel keer als nodig is voor de behandeling van de dossiers

Ze wordt als volgt samengesteld :

1° de directeur-generaal van de Civiele Veiligheid van de FOD Binnenlandse Zaken of zijn afgevaardigde en de directeur-generaal Basisgezondheidszorg en Crisisbeheer van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde die de Commissie samen voorzitten;

2° 4 leden die aangeduid worden door de Minister van Binnenlandse Zaken onder de verantwoordelijken van de 100-centra en de verantwoordelijken van de provinciale opleidingscentra voor de brandweer;

3° de 4 membres désigné par le Ministre de la Santé publique parmi les infirmiers régulateurs et les inspecteurs d'hygiène.

**Art. 11.** La Commission des dispenses se prononce sur les demandes de dispense de formation introduites par les membres du personnel.

La Commission statue à la majorité des voix.

**Art. 12.** Dans les quinze jours calendriers du début du détachement, chaque membre du personnel introduit auprès de son chef fonctionnel une demande écrite de dispense pour les modules visés à l'annexe 1<sup>re</sup> en justifiant des formations déjà suivies, de son expérience ou de ses compétences.

Dans les quinze jours calendriers de la date visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le chef fonctionnel transmet à la Commission des dispenses la demande de dispense avec les avis motivés nécessaires au traitement de la demande.

Il demande l'avis de l'infirmier régulateur affecté au centre de secours 100 concerné lorsque les demandes de dispenses concernent les modules de formation portant sur l'aide médicale urgente.

La Commission des dispenses rend, dans le mois de la réception de la demande, une décision sur les demandes de dispenses et notifie cette décision par lettre recommandée ou courrier électronique certifié au membre du personnel.

**Art. 13.** Dans les quinze jours suivant la notification de la décision de la Commission des dispenses, le membre du personnel peut introduire un recours auprès :

du Ministre de l'Intérieur pour les décisions qui concernent les modules de formation relatifs à la Sécurité civile;

du Ministre de la Santé publique pour les décisions qui concernent les modules de formation relatifs à l'aide médicale urgente.

Le Ministre rend sa décision dans un délai de trente jours à compter de la date de réception du recours.

**Art. 14.** La participation à la formation est prise en considération lors de l'évaluation visée à l'article 15.

#### CHAPITRE VI. — *Accompagnement et évaluation*

**Art. 15.** Dès le début de la période du détachement et pendant toute la durée de celle-ci, les membres du personnel sont accompagnés et suivis par leur chef fonctionnel et par le directeur médical adjoint. Cet accompagnement et ce suivi comprennent une évaluation trimestrielle qui consiste en un rapport établi par leur chef fonctionnel, et après l'avis du directeur médical adjoint.

Le modèle de rapport figure à l'annexe 2 du présent arrêté.

Chaque rapport est porté à la connaissance du membre du personnel, qui peut y ajouter ses remarques éventuelles. Ce rapport est ensuite intégré au dossier du membre du personnel.

Chaque rapport, complété et signé par les deux parties, doit être envoyé au service d'encadrement P & O du SPF Intérieur dans un délai de quatorze jours à l'issue de la période à laquelle il se rapporte.

**Art. 16.** Chaque rapport se clôture pour la période concernée par :

1° une évaluation globale du fonctionnement du membre du personnel;

2° une justification de l'évaluation globale;

3° des conclusions.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque le rapport comporte à plusieurs reprises la conclusion « améliorable » ou « négatif », le dossier est soumis à une commission d'évaluation. Cette commission est créée au SPF Intérieur et est composée de manière paritaire par 3 représentants de l'autorité dont un président et 3 membres des organisations syndicales

3° 4 leden die aangeduid worden door de Minister van Volksgezondheid onder de verpleegkundigen-regulatoren en de gezondheidsinspecteurs.

**Art. 11.** De Commissie voor vrijstelling spreekt zich uit over de aanvragen tot vrijstelling voor opleidingen die ingediend worden door de personeelsleden.

De Commissie beslist bij meerderheid van stemmen.

**Art. 12.** Binnen de vijftien kalenderdagen na het begin van de detachering dient elk personeelslid bij zijn functionele chef een schriftelijke aanvraag tot vrijstelling in voor de modules bedoeld in bijlage 1 door de reeds gevolgde opleidingen, zijn ervaring of zijn competenties te bewijzen.

Binnen de vijftien kalenderdagen van de in het eerste lid bedoelde datum bezorgt de functionele chef de aanvraag tot vrijstelling met de voor de behandeling van de aanvraag benodigde gemotiveerde adviezen aan de Commissie voor vrijstelling.

Hij vraagt het advies van de verpleegkundige-regulator die toegevoegd is aan het betrokken 100-centrum wanneer de aanvragen tot vrijstelling betrekking hebben op de opleidingsmodules inzake de dringende medische hulp.

De Commissie voor vrijstelling deelt, binnen de maand volgend op de ontvangst van de aanvraag, een beslissing over de aanvragen tot vrijstelling bij aangetekend schrijven of per gecertificeerde e-mail mee aan het personeelslid.

**Art. 13.** Binnen de vijftien dagen volgend op de bekendmaking van de beslissing van de Commissie voor vrijstelling, kan het personeelslid een beroep indienen bij :

de Minister van Binnenlandse Zaken voor de beslissingen die betrekking hebben op de opleidingsmodules inzake de Civiele Veiligheid;

de Minister van Volksgezondheid voor de beslissingen die betrekking hebben op de opleidingsmodules inzake de dringende medische hulp.

De Minister deelt zijn beslissing mee binnen de dertig dagen vanaf de datum van de ontvangst van het beroep.

**Art. 14.** De deelname aan de opleiding wordt in aanmerking genomen bij de evaluatie bedoeld in artikel 15.

#### HOOFDSTUK VI. — *Begeleiding en evaluatie*

**Art. 15.** De personeelsleden worden vanaf de start van de termijn van detachering, en gedurende de ganse duur ervan, begeleid en gevolgd door hun functionele chef en de medisch adjunct-directeur. Deze begeleiding en opvolging veronderstelt een driemaandelijke evaluatie door middel van een verslag van hun functionele chef, na advies van de medisch adjunct-directeur.

Het model van het verslag wordt bepaald in bijlage 2 van dit besluit.

Ieder verslag wordt ter kennis gebracht van het personeelslid, dat er eventueel zijn opmerkingen aan toevoegt. Dit rapport wordt vervolgens in het persoonlijk dossier van het personeelslid opgenomen.

Elk verslag moet, ingevuld en ondertekend door beide partijen, binnen de veertien dagen na de periode waarop het verslag betrekking heeft, worden verstuurd naar de stafdienst P & O van de FOD Binnenlandse Zaken.

**Art. 16.** Elk verslag wordt, voor de betrokken periode, afgesloten met :

1° een globale beoordeling van het functioneren van het personeelslid;

2° een verantwoording van de globale beoordeling;

3° conclusies.

**Art. 17.** § 1. Wanneer het verslag meermaals de conclusie « kan beter » of « negatief » bevat, wordt het dossier voorgelegd aan een beoordelingscommissie. Deze commissie wordt opgericht bij de FOD Binnenlandse Zaken en is paritair samengesteld uit 3 vertegenwoordigers van de overheid, waaronder een voorzitter, en 3 leden van de vakbondsorganisaties.

Le Ministre de l'Intérieur désigne les membres effectifs et suppléants de la commission comme suit :

- deux représentants de l'autorité, dont le président, parmi le personnel du SPF Intérieur,
- un représentant sur la proposition du Ministre de la Santé publique,
- les représentants des organisations syndicales, sur leur proposition.

La commission d'évaluation rédige un règlement d'ordre intérieur.

§ 2. La commission d'évaluation se réunit à la demande du directeur du service d'encadrement P & O du SPF Intérieur. Le chef fonctionnel est entendu d'office au cours de cette réunion. Le membre du personnel détaché concerné est entendu à sa demande expresse.

§ 3. Après avoir recueilli toutes les informations utiles, la commission d'évaluation décide, selon le cas :

- 1° de permettre la poursuite de la période de détachement;
- 2° d'imposer, le cas échéant, la prolongation de la période de détachement;
- 3° de conseiller de mettre fin à la période de détachement, au Ministre de l'Intérieur qui décide.

§ 4. Les décisions visées au § 3 sont prises à la majorité de votes des membres présents. En cas de votes partagés, le vote du président est décisif. Les décisions visées au § 3, 2° et 3°, doivent être motivées.

§ 5. La commission d'évaluation invite le membre du personnel détaché à être entendu, avant de prendre une décision visée au § 3, 2° et 3°.

§ 6. Le membre du personnel détaché comparaît en personne; il peut se faire assister par la personne de son choix. Le défenseur ne peut en aucun cas faire partie de la commission d'évaluation.

Si, bien que convoqué régulièrement, le membre du personnel détaché ou son défenseur, ne comparaissent pas, sans motif valable, la commission d'évaluation décide ou conseille conformément au § 3.

La commission d'évaluation décide ou conseille conformément au § 3 sur la base du rapport du chef fonctionnel, même si le membre du personnel détaché peut invoquer un motif valable, à partir du moment où l'affaire fait l'objet de la deuxième séance.

#### CHAPITRE VII. — *Discipline*

**Art. 18.** Le cas échéant, le chef fonctionnel du membre du personnel concerné peut envoyer un rapport à la commune concernant des faits commis lors du détachement ou de la mise à disposition, qui pourraient éventuellement donner lieu à une procédure disciplinaire.

#### CHAPITRE VIII. — *Fin du détachement*

**Art. 19.** Le détachement individuel prend fin de plein droit :

1° à tout moment, moyennant un préavis de trois mois, à la demande du membre du personnel, excepté lorsqu'une période de préavis plus courte a été fixée avec l'accord des parties concernées. Le préavis est à envoyer par courrier recommandé adressé à toutes les parties;

2° après la décision visée à l'article 17, § 3, 3°;

3° après la perte définitive de la qualité de membre du personnel d'un service d'incendie.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Il peut être mis fin à la période de détachement par le Ministre de l'Intérieur, si des manquements graves ont été constatés dans le chef du membre du personnel détaché.

La commission d'évaluation visée à l'article 17 conseille sur la base d'un rapport du chef fonctionnel, et après audition du membre du personnel détaché, de mettre fin au détachement en raison de manquements graves.

Elle agit dans ce cas conformément à l'article 17.

De Minister van Binnenlandse Zaken duidt de effectieve en plaatsvervangende leden van de commissie aan, en dit als volgt :

- twee vertegenwoordigers van de overheid, waaronder een voorzitter, onder het personeel van de FOD Binnenlandse Zaken,
- een vertegenwoordiger op voordracht van de Minister van Volksgezondheid,
- de vertegenwoordigers van de vakorganisaties, op hun voordracht.

De beoordelingscommissie stelt een reglement van inwendige orde op.

§ 2. De beoordelingscommissie komt samen op verzoek van de directeur van de stafdienst P & O van de FOD Binnenlandse Zaken. Tijdens deze vergadering wordt de functionele chef ambtshalve gehoord. Op zijn uitdrukkelijk verzoek wordt het betrokken gedetacheerde personeelslid gehoord.

§ 3. Nadat de beoordelingscommissie alle nodige informatie heeft ingewonnen en naargelang het geval beslist zij :

- 1° of de periode van detachering kan worden voortgezet;
- 2° of, indien nodig, de periode van detachering moet worden verlengd;

3° te adviseren dat de periode van detachering wordt beëindigd aan de Minister van Binnenlandse Zaken, die beslist.

§ 4. De beslissingen bedoeld in § 3, worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend. De beslissingen bedoeld in § 3, 2° en 3°, worden met redenen omkleed.

§ 5. De beoordelingscommissie nodigt het betrokken gedetacheerde personeelslid uit om gehoord te worden, alvorens een beslissing te nemen bedoeld in § 3, 2° en 3°.

§ 6. Het gedetacheerde personeelslid verschijnt in eigen persoon; hij kan zich laten bijstaan door de persoon van zijn keuze. De verdediger mag hoe dan ook geen deel uitmaken van de beoordelingscommissie.

Indien, alhoewel regelmatig opgeroepen, het gedetacheerde personeelslid of zijn verdediger, zonder geldig excuus, niet verschijnt, beslist of adviseert de beoordelingscommissie, overeenkomstig § 3.

De beoordelingscommissie beslist of adviseert overeenkomstig § 3 op grond van het verslag van de functionele chef, zelfs indien het gedetacheerde personeelslid een geldig excuus kan invoeren, zodra de zaak het voorwerp van de tweede zitting uitmaakt.

#### HOOFDSTUK VII. — *Tucht*

**Art. 18.** In voorkomend geval kan de functionele chef van het betrokken personeel een verslag naar de gemeente sturen met betrekking tot feiten gepleegd tijdens de detachering of terbeschikkingstelling, die eventueel aanleiding kunnen geven tot een tuchtprocedure.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Einde van de detachering*

**Art. 19.** De individuele detachering eindigt van rechtswege :

1° op elk moment, mits een vooropzeg van drie maanden, op verzoek van het gedetacheerde personeelslid, tenzij met instemming van de betrokken partijen een kortere termijn wordt aanvaard. De opzegging moet verstuurd worden met een bij de post aangetekende zending, gericht aan alle betrokken partijen;

2° na de beslissing bedoeld in artikel 17, § 3, 3°;

3° bij het definitief verlies van de hoedanigheid van personeelslid van een brandweerdienst.

**Art. 20.** § 1. Er kan door de Minister van Binnenlandse Zaken een einde gesteld worden aan de periode van detachering, indien zwaarwichtige tekortkomingen worden vastgesteld in hoofde van het gedetacheerde personeelslid.

De beoordelingscommissie, bedoeld in artikel 17, adviseert op basis van een verslag van de functionele chef, en na verhoor van het gedetacheerde personeelslid, over de beëindiging van de detachering wegens zwaarwichtige tekortkomingen.

Zij handelt overeenkomstig artikel 17.



§ 2. Si des manquements graves sont constatés dans le chef du membre du personnel détaché, et que l'intérêt immédiat du service le justifie, le président du comité de direction du SPF Intérieur est habilité à suspendre ce détachement, dans l'intérêt du service.

La suspension est prononcée par le président du SPF Intérieur. Le membre du personnel concerné est entendu par le président du comité de direction du SPF Intérieur, ou son délégué, préalablement au sujet des faits qui lui sont reprochés et peut se faire assister par la personne de son choix.

Le membre du personnel détaché peut interjeter appel auprès de la commission d'évaluation du SPF Intérieur.

La commission d'évaluation rend un avis au Ministre de l'Intérieur, qui décide.

Le membre du personnel détaché peut également, à condition qu'il invoque des faits nouveaux, interjeter appel à chaque fois qu'un délai de trois mois est écoulé depuis le jour où la décision de maintien de la suspension a été prise.

Le membre du personnel détaché est invité à viser les propositions et décisions de suspension dans l'intérêt du service. En cas de refus, un procès-verbal en est dressé par le président du comité de direction ou par son délégué ou par le chef fonctionnel. Si le membre du personnel détaché n'est déjà plus en service, il est informé des propositions et décisions par courrier recommandé.

#### CHAPITRE IX. — *Prolongation du détachement et des détachements nouveaux après la période visée à l'article 2*

**Art. 21.** Pour l'application du présent chapitre, on entend également par le terme « commune », une « zone de secours » telle que prévue dans l'article 14 de la loi relative à la sécurité civile.

**Art. 22.** Après la période visée à l'article 2, le détachement se fait par la conclusion d'une convention entre la commune et le président du comité de direction du SPF Intérieur ou son délégué.

Le détachement est confirmé par un arrêté individuel qui est signé pour prise de connaissance par le membre du personnel.

Le président du comité de direction du SPF Intérieur ou son délégué est habilité à signer cette convention et cet arrêté au nom de l'Etat belge.

**Art. 23.** La convention de détachement visée à l'article 22 répond aux conditions suivantes :

- 1° elle comprend un descriptif des missions du détaché;
- 2° elle prévoit le début et la durée du détachement;
- 3° elle désigne la personne compétente pour évaluer le détaché;
- 4° elle détermine les modalités de l'évaluation;
- 5° elle précise le lieu de travail habituel;
- 6° elle précise qui contribue à l'évaluation conformément au statut d'origine;
- 7° elle contient le droit à la formation dans le cas où celle-ci influence la carrière pécuniaire.

**Art. 24.** Pendant la durée du détachement visée à l'article 22, le détaché est soumis à une appréciation permanente par le membre du personnel visé à l'article 23, 3°. Ce membre du personnel remet une fois par an un rapport d'évaluation au détaché et au chef fonctionnel. Le rapport d'évaluation peut donner lieu à une mention « satisfaisant » ou « insatisfaisant ».

**Art. 25.** Le détachement prend fin de plein droit :

- 1° à l'expiration de la période de détachement déterminée dans la convention;
- 2° à la demande de l'intéressé, assortie d'un délai de préavis de deux mois, prenant cours le jour de la réception de la demande;
- 3° le premier jour du mois qui suit l'envoi du rapport d'évaluation si celui-ci porte la mention "négatif";
- 4° sur décision du ministre, après demande motivée du conseil communal de la commune employeur en raison de nécessités de service impérieuses au sein du service d'incendie;

§ 2. Indien in hoofde van het gedetacheerde personeelslid zwaarwichtige tekortkomingen werden vastgesteld, en het dringend belang van de dienst dit rechtvaardigt is de voorzitter van het directiecomité van de FOD Binnenlandse Zaken gemachtigd om de detachering in het belang van de dienst te schorsen.

De schorsing wordt uitgesproken door de voorzitter van de FOD Binnenlandse Zaken. Het betrokken personeelslid wordt vooraf gehoord door de voorzitter van het directiecomité van de FOD Binnenlandse Zaken, of zijn gemachtigde, over de feiten die hem ten laste worden gelegd en mag zich laten bijstaan door een persoon naar eigen keuze.

Het gedetacheerde personeelslid kan beroep instellen bij de beoordelingscommissie van de FOD Binnenlandse Zaken.

De beoordelingscommissie adviseert de Minister van Binnenlandse Zaken, die beslist.

Het gedetacheerde personeelslid kan ook, op voorwaarde dat hij zich op nieuwe feiten beroept, beroep instellen telkens als een termijn van drie maanden verstreken is sedert de dag waarop een beslissing tot handhaving van de schorsing is genomen.

Het gedetacheerde personeelslid wordt verzocht de voorstellen en beslissingen tot schorsing in het belang van de dienst te viseren. Weigert het gedetacheerde personeelslid dit te doen, dan wordt daarvan proces-verbaal opgemaakt door de voorzitter van het directiecomité of zijn gemachtigde of door de functionele chef. Is het gedetacheerde personeelslid reeds niet meer in de dienst, dan wordt hem bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven van de voorstellen en beslissingen.

#### HOOFDSTUK IX

##### *Verlenging van de detachering en nieuwe detacheringen na het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 2*

**Art. 21.** Voor de toepassing van dit hoofdstuk, wordt met de term « gemeente » ook « hulpverleningszone » zoals voorzien in artikel 14 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, verstaan.

**Art. 22.** Na het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 2, gebeurt de detachering door het sluiten van een overeenkomst tussen de gemeente en de voorzitter van het directiecomité van de FOD Binnenlandse Zaken of zijn gemachtigde.

De detachering wordt bevestigd door een individueel besluit dat door het personeelslid ter kennisname wordt ondertekend

De voorzitter van het directiecomité van de FOD Binnenlandse Zaken of zijn gemachtigde is bevoegd verklaard deze overeenkomst en dit besluit te ondertekenen in naam van de Belgische Staat.

**Art. 23.** De overeenkomst bedoeld in artikel 22 beantwoordt aan de volgende voorwaarden :

- 1° ze omvat een beschrijving van de opdrachten van de gedetacheerde;
- 2° ze bepaalt het begin en de duur van de detachering;
- 3° ze wijst de persoon aan die bevoegd is om de gedetacheerde te evalueren;
- 4° ze bepaalt de evaluatiemodaliteiten;
- 5° ze precificeert de gebruikelijke werkplaats;
- 6° ze precificeert wie bijdraagt tot de evaluatie volgens het statuut van oorsprong;
- 7° ze bevat het recht van opleiding indien deze de geldelijke loopbaan beïnvloeden.

**Art. 24.** Tijdens de duur van de detachering bedoeld in artikel 22, wordt de gedetacheerde onderworpen aan een permanente appreciatie door het personeelslid bedoeld in artikel 23, 3°. Eén keer per jaar bezorgt dit personeelslid een evaluatieverslag aan de gedetacheerde en aan de functionele chef. Het evaluatieverslag kan aanleiding geven tot een vermelding « voldoende » of « onvoldoende ».

**Art. 25.** De detachering eindigt van rechtswege :

- 1° bij het verstrijken van de in de overeenkomst vastgelegde detacheringperiode;
- 2° op verzoek van de betrokkene, met een opzegtermijn van twee maanden die begint op de dag van de ontvangst van het verzoek;
- 3° op de eerste dag van de maand die volgt op de verzending van het evaluatieverslag indien dit de vermelding « negatief » draagt;
- 4° op beslissing van de minister, na gemotiveerde aanvraag van de betrokken gemeenteraad van de tewerkstellende gemeente wegens de dringende dienstdoendigheden binnen de brandweerdienst;

5° le jour où le détaché perd la qualité de membre du personnel de la commune employeur.

**Art. 26.** A l'exception des cas où le détachement se termine en application de l'article 25, 5°, l'agent dont le détachement prend fin, réintègre son emploi dans la commune où il travaillait avant le détachement ou y est, le cas échéant, affecté dans une fonction similaire. La réintégration ou affectation s'effectue, si nécessaire, en surnombre.

Lorsque le détachement prend fin en application de l'article 25, 3°, une copie du rapport d'évaluation est envoyée à la commune employeur, au plus tard le jour où la décision de mettre fin au détachement est portée à sa connaissance.

**Art. 27.** Les articles 7, 8 et 18 à 21 du présent arrêté s'appliquent pendant la prolongation du détachement.

Pendant la prolongation, le chef fonctionnel assure la gestion administrative du personnel détaché, notamment les congés et absences, sous l'autorité et conformément aux ordres de service du SPF Intérieur, Direction générale de la Sécurité civile.

**Art. 28.** Sous réserve de l'application des dispositions spécifiques du présent chapitre, le personnel détaché reste soumis aux dispositions qui fixent le statut administratif ou la position juridique des membres du cadre opérationnel de la commune dont il provient.

**Art. 29.** Sans préjudice de l'article 28, le membre du personnel détaché est tenu de respecter les horaires applicables au sein du SPF Intérieur.

**Art. 30.** Le membre du personnel détaché est tenu de respecter l'organisation du travail applicable au sein du SPF Intérieur, en ce qui concerne le code déontologique.

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Le traitement et les éventuels suppléments de traitement, sont à charge du SPF Intérieur, au prorata des prestations du détaché, à partir du jour où le détachement commence. Cette prise en charge se termine le jour qui suit le dernier jour du détachement.

Les allocations et indemnités sont à charge du SPF Intérieur, dans la même mesure, pour autant qu'elles soient liées à des prestations effectuées auprès du SPF Intérieur.

Le pécule de vacances et l'allocation de fin d'année sont à charge du SPF Intérieur pour la partie des périodes de référence visée dans les réglementations y relatives durant laquelle le détaché était effectivement au service du SPF Intérieur.

§ 2. Pendant la période de détachement, la commune employeur acquitte d'abord les sommes dues et en demande ensuite le remboursement au SPF Intérieur.

§ 3. La demande de remboursement est introduite sur la base d'une déclaration de créance, accompagnée d'un état détaillé des paiements effectués pour chaque membre du personnel concerné.

#### CHAPITRE X. — Dispositions finales

**Art. 32.** Le SPF Intérieur et les communes échangent toutes les données nécessaires pendant la période de détachement ou de mise à disposition.

**Art. 33.** Entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*,

1° l'article 206/1 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile;

2° le présent arrêté.

**Art. 34.** Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Santé publique sont chargés, chacune en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 octobre 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,  
Mme A. TURTELBOOM

La Ministre de la Santé publique,  
Mme L. ONKELINX

5° op de dag dat de gedetacheerde de hoedanigheid van personeelslid van de tewerkstellende gemeente verliest.

**Art. 26.** Met uitzondering van de gevallen waarin de detachering eindigt bij toepassing van artikel 25, 5°, herneemt het personeelslid wiens detachering is beëindigd, zijn betrekking in de gemeente waar hij werkte vóór de detachering of wordt er, in voorkomend geval, aangesteld in een gelijkaardige functie. De hervatting of herplaatsing gebeurt, indien nodig, in overtail.

Wanneer de detachering beëindigd wordt in toepassing van artikel 25, 3°, wordt een kopie van het evaluatieverslag naar de tewerkstellende gemeente gestuurd, uiterlijk op de dag waarop de beslissing om de detachering te beëindigen, ter kennis wordt gebracht.

**Art. 27.** Artikelen 7, 8 en 18 tot 21 van dit besluit zijn van toepassing gedurende de verlenging van de detachering.

Gedurende de verlenging verzekert de functionele chef verzekert het dagelijks administratief beheer van de gedetacheerde personeelsleden, inzonderheid de verloven en afwezigheden, onder het gezag en overeenkomstig de dienstorders van de FOD Binnenlandse Zaken, algemene directie civiele veiligheid.

**Art. 28.** Onder voorbehoud van de toepassing van de specifieke bepalingen van dit hoofdstuk, blijft het gedetacheerde personeel onderworpen aan de bepalingen van het administratief statuut of de rechtspositie van de leden van het operationeel kader van de gemeente waarvan het afkomstig is.

**Art. 29.** Onverminderd artikel 28, dient de gedetacheerde tijdens de duur van zijn detachering het uurrooster van de FOD Binnenlandse Zaken na te leven.

**Art. 30.** Het gedetacheerde personeelslid moet de arbeidsorganisatie eerbiedigen die geldt binnen de FOD Binnenlandse Zaken, voor wat betreft de deontologische code.

**Art. 31.** § 1. De wedde en de eventuele weddensupplementen vallen, naar rato van de prestaties van de gedetacheerde, ten laste van de FOD Binnenlandse Zaken vanaf de dag waarop de detachering begint. Deze tenlasteneming eindigt op de dag die volgt op de laatste dag van de detachering.

De toelagen en vergoedingen vallen eveneens ten laste van de FOD Binnenlandse Zaken, voor zover deze verbonden zijn aan prestaties uitgevoerd bij de FOD Binnenlandse Zaken.

Het vakantiegeld en de eindejaarstoelage vallen ten laste van de FOD Binnenlandse Zaken voor het gedeelte van de referentieperiodes bedoeld in de desbetreffende reglementeringen, tijdens welke de gedetacheerde daadwerkelijk in dienst was van de FOD Binnenlandse Zaken.

§ 2. Tijdens de detachingsperiode betaalt de tewerkstellende gemeente eerst de verschuldigde sommen en vraagt vervolgens de terugbetaling aan de FOD Binnenlandse Zaken.

§ 3. Het verzoek tot terugbetaling gebeurt op basis van een schuldvordering, vergezeld van een gedetailleerde staat van de per betrokken personeelslid uitgevoerde betalingen.

#### HOOFDSTUK X. — Slotbepalingen

**Art. 32.** De FOD Binnenlandse Zaken en de gemeenten wisselen tijdens de periode van detachering of terbeschikkingstelling alle nuttige gegevens uit.

**Art. 33.** De dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, treden in werking :

1° artikel 206/1 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid;

2° dit besluit.

**Art. 34.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Volksgezondheid zijn, ieder wat haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 oktober 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
Mevr. A. TURTELBOOM

De Minister van Volksgezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

**Annexe 1 : Modules de formation**

- 1. Cadre légal, règles et procédures**
  - a. Législation relative à l'aide médicale urgente et à la sécurité civile : 3h
  - b. Droits et devoirs en matière de secret professionnel : 1,5h
- 2. Communication et gestion de stress** 12h
- 3. Connaissances en aide médicale urgente**
  - a. Approche d'une victime et bilan : 3h
  - b. Préservation de base de la vie et défibrillateur automatique grand public : 3h
  - c. Terminologie médicale : 3h
  - d. Pathologies médicales, chirurgicales, traumatiques et circonstanciées : 6h
  - e. Guide belge de la régulation médicale, version 3.0 : 6h
  - f. Instructions à déployer en attendant l'arrivée des services de secours : 3h
- 4. Connaissance des services d'incendie**
  - a. Types d'intervention : 3h
- 5. Connaissance des services de police**

connaissances police : 1,5h
- 6. Situations d'exceptions**
  - a. Plan monodisciplinaire D1 et D4 : 3h
  - b. Plan monodisciplinaire D2 (PIM) : 3h
  - c. Rôles et missions du dispatching : 3h

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 12 octobre 2011 portant le détachement de sapeurs-pompiers professionnels du personnel en service dans les centres du système d'appel unifié vers le SPF Intérieur.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,  
Mme A. TURTELBOOM

La Ministre de la Santé publique,  
Mme L. ONKELINX

**Annexe 2**

<b>C100 de ...</b>	<b>Chef fonctionnel :</b>
--------------------	---------------------------

**Rapport d'évaluation pour le(s) mois de.....  
à .....**

**1 - 2 - 3 - 4 rapport sur 4**

**1. Données générales**

Nom et prénom du membre du personnel :  
Date de naissance :  
Domicile :

**2. Absences pendant la période de détachement ou de mise à disposition  
(qui peuvent entraîner une prolongation)**

Veillez indiquer tous les jours d'absence, y compris si le nombre de jours d'absence s'élève à moins de 30 jours, pour la période concernée. Attention : les congés annuels et les récupérations ne doivent pas être mentionnés.

**3. Affectations successives pendant la période de détachement ou de mise à disposition**



**4. Description sommaire des tâches confiées au membre du personnel pendant le(s) mois écoulé(s)**

--

**5. Cours et programmes de formation suivis pendant le(s) mois écoulé(s)**

MATIÈRE OU SUJET	ORGANISATEUR

**6. Notation globale du membre du personnel**

Très favorable
Favorable
Améliorable
Négative
Prématurée

### 7. Justification de la notation globale: constatations effectuées durant le(s) mois écoulé(s)

Constatations positives	Constatations négatives Procédure disciplinaire en cours Peine(s) disciplinaire(s) encourue(s)

### 8. Durant la période de détachement ou de mise à disposition y a-t-il des problèmes sur un ou plusieurs des points mentionnés ci-dessus :

Dès à présent, faut-il envisager éventuellement le remplacement du membre du personnel dans une autre fonction dans la commune ou la prolongation du stage ?	
Le membre du personnel est-il en mesure d'évoluer positivement ?	
Sur quels points le membre de personnel doit-il s'améliorer ?	

### 9. Conclusion

La période de détachement ou de mise à disposition peut être poursuivie	
Le membre du personnel peut être transféré au SPF Intérieur <sup>1</sup>	
La période de détachement ou de mise à disposition devrait être prolongée <sup>2</sup>	
Le membre du personnel devrait être replacé dans une autre fonction dans la commune qui l'emploie pour inaptitude professionnelle <sup>2</sup>	
Il a été mis fin au contrat de détachement ou de mise à disposition en raison de fautes graves (voir rapport en annexe) <sup>2</sup>	

<sup>1</sup> Ne peut être complété qu'à la fin du stage

<sup>2</sup> Le dossier doit de toute façon être soumis à la Commission des stages compétente



**Bijlage 1 : Opleidingsmodules****1. Wettelijk kader, regels en procedures**

- a. Wetgeving betreffende de dringende geneeskundige hulp en de civiele veiligheid : 3u
- b. Rechten en plichten in verband met het beroepsgeheim : 1,5u

**2. Communicatie en stressbeheer**

12u

**3. Kennis dringende medische hulp**

- a. Benadering van een slachtoffer en balans : 3u
- b. Basislevensinstandhouding en automatische defibrillator voor het groot publiek : 3u
- c. Medische terminologie : 3u
- d. Medische, chirurgische, traumatologische en circonstantiële pathologiën : 6u
- e. Belgisch gids voor medische regulatie, versie 3.0 : 6u
- f. Richtlijnen voor vóór de aankomst van de hulpdiensten : 3u

**4. Kennis brandweerdiensten**

- a. Interventietypes : 3u

**5. Kennis politiediensten**

- a. kennis politie : 1,5u

**6. Uitzonderlijke situaties**

- a. Monodisciplinaire planning D1 en D4 : 3u
- b. Monodisciplinaire planning D2 (MIP) : 3u
- c. Rol en opdrachten van de dispatching : 3u

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 12 oktober 2011 tot detachering naar de FOD Binnenlandse Zaken van de beroepsbrandweerlieden in dienst bij de centra van het eenvormig oproepstelsel.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
Mevr. A. TURTELBOOM

De Minister van Volksgezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

**Bijlage 2**

HC100 te ...

Functionele chef :

Evaluatieverslag voor de periode van tot

1- 2 - 3 - 4 verslag op 4 (omcirkel het overeenkomstige cijfer)

**1. Algemene gegevens**

Naam en voornaam van het personeelslid :

Geboortedatum :

Woonplaats :

**2. Afwezigheden die de periode van detachering of terbeschikkingstelling kunnen verlengen**

Gelieve alle dagen van afwezigheid in te vullen voor de betreffende periode, ook als het aantal dagen afwezigheid minder dan 30 werkdagen bedraagt. Opgelet: het jaarlijks verlof en het recuperatieverlof dienen niet vermeld te worden.

**3. Opeenvolgende plaatsen van tewerkstelling tijdens de periode van detachering of terbeschikkingstelling**



**4. Korte beschrijving van de taken waarmee het personeelslid tijdens de voorbije maand(en) werd belast**

--

**5. Tijdens de voorbije maand(en) gevolgde cursussen en opleidingen**

<i>ONDERWERP</i>	ORGANISATOR

**6. Globale indruk over het personeelslid**

Zeer goed
Gunstig
Kan beter
Negatief
Kan nog niet beoordeeld worden

**7. VERANTWOORDING VAN DE GLOBALE INDRUK : concrete vaststellingen in de voorbije maanden**

Positieve vaststellingen	Negatieve vaststellingen Tuchtvordering Uitgesproken tuchtstraf(fen)

**8. INDIEN DE PERIODE VAN DETACHERING OF TERBESCHIKKINGSTELLING OP EEN OF MEER PUNTEN PROBLEMATISCH VERLOOPT :**

Dient er vanaf nu met een mogelijke terugplaatsing in een andere functie in de gemeente of met een verlenging van de periode van detachering of terbeschikkingstelling rekening te worden gehouden?	
Bestaat er kans dat de periode van detachering of terbeschikkingstelling in gunstige zin evolueert ?	
Op welke punten is er verbetering nodig?	

**9. CONCLUSIE**

De periode van detachering of terbeschikkingstelling mag worden voortgezet	
Het personeelslid mag worden overgeplaatst naar de FOD Binnenlandse zaken <sup>1</sup>	
De periode van detachering of terbeschikkingstelling zou moeten worden verlengd <sup>2</sup>	
Het personeelslid zou wegens beroepsongeschiktheid moeten worden teruggeplaatst naar een andere functie binnen de gemeente waar hij tewerkgesteld is <sup>2</sup>	
Er is een einde gesteld aan de overeenkomst van detachering of terbeschikkingstelling wegens zware fout (zie verslag in bijlage) <sup>2</sup>	

<sup>1</sup> Geldt enkel op het einde van de stage

<sup>2</sup> Het dossier moet in elk geval aan de bevoegde stagecommissie worden voorgelegd

**10. EVENTUELE OPMERKINGEN VAN HET GEDETACHEERDE OF TER BESCHIKKING GESTELDE PERSONEELSLID**

--

<p>Handtekening van <u>Het personeelslid</u></p> <p>(voor kennisneming)</p>          <p>Datum:</p>	<p>Handtekening van <u>De directe functionele chef</u></p>          <p>Datum:</p>	<p>Handtekening van <u>de directeur-generaal civiele veiligheid of zijn gemachtigde</u></p>          <p>Datum:</p>
--	---	--

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 12 oktober 2011 tot detachering naar de FOD Binnenlandse Zaken van de beroepsbrandweerlieden in dienst bij de centra van het eenvormig oproepstelsel.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
Mevr. A. TURTELBOOM

De Minister van Volksgezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX